



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Aube/Haute-Marne

Chaumont, le 2 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15 novembre 2022

Contexte et constats

Publié sur



F2J REMAN CHAUMONT

Route de Neuilly
BP 2013
52000 CHAUMONT

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 novembre 2022 dans l'établissement F2J REMAN CHAUMONT implanté Route de Neuilly BP 2013 52000 CHAUMONT. L'inspection a été annoncée le 6 octobre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- F2J REMAN CHAUMONT
- Route de Neuilly BP 2013 52000 CHAUMONT
- Code AIOT : 0005701242
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société F2J REMAN CHAUMONT est autorisée à exploiter une usine de rénovation de moteurs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/04/2018 concernant la lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Inventaire des substances dangereuses	AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.2.2	/	Sans objet
2	Localisation des risques	AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.2.3	/	Sans objet
3	Désenfumage	AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.3.2.2	/	Sans objet
4	Signalisation	AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.3.2.3	/	Sans objet
5	Détection incendie	AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.3.2.4	/	Sans objet
6	Installations électriques	AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.3.3	/	Sans objet
7	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.3.5	/	Sans objet
8	Vérifications périodiques et maintenance des équipements	AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.4.2	/	Sans objet
9	Ressources en eau	AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.6.2	/	Sans objet
10	Consignes générales d'intervention	AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.6.4	/	Sans objet
11	Consignes de sécurité	AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.6.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Confinement des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 18/04/2018, article 89.6.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'amène à aucune remarque.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Inventaire des substances dangereuses

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire des substances dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un inventaire et un état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) est constamment tenu à jour, en tenant compte des mentions de dangers codifiées par la réglementation en vigueur. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.
Constats : Un inventaire des produits dangereux est établi. Un état des stocks est disponible en permanence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Localisation des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie, sous sa responsabilité, les zones de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites sont susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'une explosion pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.
Constats : Un plan des zones où sont stockés et mis en œuvre les produits dangereux est établi et remis à jour annuellement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Désenfumage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.3.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ouverture des équipements de désenfumage doit pouvoir s'effectuer manuellement depuis le sol, y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique.
Constats : L'ouverture des trappes de désenfumage peut se faire manuellement, depuis le sol et en cas d'urgence, un système de déclenchement par cartouches de CO2 est également activé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Signalisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.3.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les conduits contenant des fluides doivent être repérés selon la norme NF X 08-100. Les dispositifs de coupure placés sur les conduits doivent être signalés de façon bien visible et indestructible.
Constats : Les conduits sont identifiés par étiquetage en fonction des produits transportés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Détection incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.3.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le local situé en sous-sol et contenant des archives doit être équipé d'un système de détection automatique d'incendie.
Constats : Le local archives au sous sol est équipé d'un détecteur incendie. Des détecteurs incendie sont également installés au local chaufferie, compresseur, transformateur, TGBT, serveur informatique, télécom et servitudes. Les détecteurs sont contrôlés annuellement par un organisme compétent. Le dernier contrôle a eu lieu le 19/10/2022 sans remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble des installations électriques est effectuée au minimum un fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctrices prises.
Constats : Les installations électriques (Q18 et Q19) sont contrôlées annuellement. Le dernier contrôle a eu lieu les 06/07/2022 et 14/09/2022. Les anomalies ont été traitées par le service maintenance. L'exploitant a présenté le plan d'action annuel ayant permis de solder les anomalies.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les pièces justificatives du respect des dispositifs de protection contre la foudre et de leur vérification périodique du présent arrêté (4 octobre 2010) sont reportées dans les registres de sécurité et de vérification visés à l'article 8.4.2 du présent arrêté.
Constats : 2 paratonnerres sont installés sur le site. Une vérification des dispositifs contre la foudre a été réalisée le 29/07/2022 sans remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Vérifications périodiques et maintenance des équipements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques et maintenance des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu etc.) ainsi que les éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Les détecteurs incendie sont contrôlés annuellement par un organisme compétent. Le dernier contrôle a eu lieu le 19/10/2022. Les extincteurs et le RIA ont été vérifiés le 12/10/2022. Le système de sprinklage et de désenfumage ont été vérifiés le 17/06/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Ressources en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : - des extincteurs - 1 robinet d'incendie armé - d'un système de sprinklage abritant les installations ou locaux suivants : banc d'essai moteurs, cabine de stockage des peintures, cabine de préparation des peintures, cabine d'application de peinture - une réserve d'eau constituée au minimum de 240 m ³ d'eau
Constats : La réserve d'eau de 240 m ³ a été vérifiée par le SDIS 52 (24/01/2022). Elle est vérifiée également lors du contrôle annuel des moyens de lutte contre l'incendie (Dernière vérification le 17/06/2022). Les remarques relevées ont été traitées (mur coupe-feu à mettre en place au niveau des accès aux branchements de la réserve d'eau). Les autres équipements prescrits sont en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.
Constats : Un registre de sécurité est en place. Des exercices incendie sont effectués chaque trimestre. Les consignes de sécurité sont affichées dans chaque atelier. Un rappel des règles de sécurité est effectué à chaque revue annuelle de direction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/04/2018, article 8.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et aux endroits adéquats.
Constats : Un registre de sécurité est établi. Les consignes de sécurité et les actions mises en œuvre en cas d'urgence sont affichées dans chaque atelier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Confinement des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/04/2018, article 89.6.6
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, devront être dirigées en premier lieu dans les fosses de rétention présentes dans l'atelier ainsi que vers la fosse de 200 m ³ et dans les réseaux internes associés, munis d'obturateurs.
Constats : Deux obturateurs permettant d'isoler les eaux d'extinction ont été mis en place. Les fosses en place permettent de stocker les eaux d'extinction si besoin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet